



**Mouvement politique des
objecteurs de croissance**

**www.objecteursdecroissance.be
info@objecteursdecroissance.be**

LETTRE OUVERTE AUX RESPONSABLES SYNDICAUX DE LA METALLURGIE LIEGEOISE

Louvain-la-Neuve, 18 octobre 2011

Madame, Monsieur, cher-e-s camarades

Le mouvement politique des Objecteurs de Croissance (mpOC) tient à vous exprimer sa solidarité dans le combat que vous menez suite à la fermeture de la phase à chaud à Seraing par Arcelor-Mittal. Comme beaucoup de citoyens, nous sommes scandalisés par le fait que l'entreprise ait empoché les deniers publics pendant des années, ait fait des promesses, ait obligé les travailleurs à faire des sacrifices et les jette aujourd'hui à la porte sans aucun respect humain. Nous nous sentons solidaires de ces travailleurs désormais menacés de chômage et de leurs familles.

Pour nous, objecteurs de croissance, cette fermeture qui vous frappe actuellement de plein fouet est la conséquence malheureusement prévisible de la logique de croissance illimitée. Le néolibéralisme, qui répond aux besoins profonds du capitalisme, est aujourd'hui pleinement dominant et il permet à des entreprises multinationales libérées de toute forme de régulation citoyenne de chercher toujours plus de profit. Pour ce faire, ces entreprises doivent augmenter leurs ventes et pour cela vendre moins cher que leurs concurrents. Elles le font en réduisant les salaires, en augmentant les cadences de travail et en délocalisant dans des pays sans protection sociale ni mouvement syndical organisé. L'augmentation de la productivité se fait donc au total mépris du bien-être des travailleurs.

De telles entreprises multinationales se situent de fait au-dessus des Etats. Elles sont devenues incontrôlables et ne permettent pas aux travailleurs d'être maîtres de leur vie. Les Etats s'étant rendus eux-mêmes impuissants par leur propre faiblesse ne peuvent que manger dans la main de ces entreprises et les supplier de maintenir quelques emplois en versant pour cela, sans la moindre garantie, les deniers publics. L'affaire Mittal, tout comme l'affaire Dexia, démontrent tragiquement que la logique du « *toujours plus, toujours plus gros* » est mortifère et contre l'intérêt des citoyens.

Le mouvement politique des Objecteurs de Croissance affirme qu'il faudrait relocaliser l'économie. Les pouvoirs publics doivent garder une capacité d'orientation de leur économie nationale ou régionale et donc s'écarter des injonctions et règles ultralibérales telles qu'imposées par l'Union européenne. Les outils de production doivent être en partie au moins maîtrisés par leurs utilisateurs et pour cela, on favorisera les entreprises régionales ou nationales. Nous appelons donc de nos vœux une réorientation des aides publiques.

Par ailleurs, la rareté du travail est une condition essentielle au succès de l'idéologie de la croissance. En effet, puisque les gains de productivité ne sont pas consacrés à la diminution du temps de travail, une croissance au moins égale à l'augmentation de la productivité est nécessaire au maintien de l'emploi, ce qui n'est plus aujourd'hui le cas. La rareté voulue du travail crée un taux de chômage élevé mettant les travailleurs en concurrence les uns avec les autres, permettant ainsi une pression forte vers une diminution des salaires et une dégradation des conditions de travail. Le mpOC propose donc une diminution généralisée et progressive du temps de travail afin que celui-ci et les revenus qui y sont liés soient partagés entre tous. Nous restons attentifs aux initiatives que vous allez prendre et le mpOC les soutiendra dans la mesure de ses moyens.

En réaffirmant notre solidarité avec le monde du travail, nous vous remercions de votre attention et vous prions, Madame, Monsieur, cher-e-s camarades de bien vouloir agréer nos salutations distinguées.

Pour le mpOC, Marie-Eve Lapy-Tries, Alain Adriaens, porte-parole